



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

construction aéronautique

Question au Gouvernement n° 3281

Texte de la question

EADS

M. le président. La parole est à M. Pierre Cohen, pour le groupe socialiste.

M. Pierre Cohen. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question ne s'adresse ni à M. le ministre délégué à l'industrie ni à M. Breton...

M. Michel Ferrand. Dites plutôt à qui elle s'adresse !

M. Pierre Cohen. ...qui, depuis plusieurs semaines, au nom du Gouvernement, s'acharnent à ne pas répondre aux différentes questions qui leur sont posées sur l'avenir d'Airbus.

Le conseil d'administration d'EADS, prenant acte du désaccord entre les partenaires européens, a reporté *sine die* les annonces qui devaient être faites sur le fameux plan de restructuration " Puissance 8 ", prévu depuis plusieurs mois.

Monsieur le Premier ministre, vous avez vous-même annoncé 10 000 suppressions d'emploi. Tout nous indique qu'il est doré et déjà envisagé de vendre des sites en France et en Allemagne.

Après les années de gouvernance catastrophiques de M. Forgeard, nous constatons chaque jour davantage qu'une logique financière l'a emporté dans la gestion de la crise d'Airbus. Cette logique se traduit par des compressions d'effectifs, ce qui, au delà au-delà des drames humains qu'elle provoque, nous privera de compétences et de savoir-faire. Elle vous conduit à brader des sites, ce qui affaiblira la capacité stratégique de l'entreprise en termes tant de connaissances que de production. Elle mise, enfin, sur le renforcement de la sous-traitance, avec des stratégies de délocalisation et une pression sur la productivité, ce qui aura des conséquences inévitables en matière de qualité et de pérennité.

Par sa réaction ce matin, M. Fillon, éminence grise de M. Sarkozy, confirme les options libérales de la future politique de ce dernier. Il a en effet annoncé que les politiques ne devaient pas intervenir dans ce dossier, ce que M. Breton vient de confirmer. C'est exactement ce que nous vous reprochons depuis le début de la crise. Dans ce contexte difficile, nous vous demandons de faire face au désengagement des acteurs privés.

M. Jean-Marc Roubaud. La question !

M. Pierre Cohen. Avec les Allemands, nous devons symboliser la puissance publique européenne et oeuvrer dans l'intérêt stratégique de notre industrie aéronautique, tout en soutenant les salariés et en veillant à préserver la pérennité de l'entreprise.

M. Jean-Michel Ferrand. Quelle est la question ?

M. Pierre Cohen. Monsieur le Premier ministre, qu'envisagez-vous de faire pour redonner du souffle à l'entreprise plutôt que d'y ajouter une crise à la crise ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. (*Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Thierry Breton, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Monsieur le député, j'ai déjà apporté des éléments de réponse sur le sujet, mais je vais vous répondre à nouveau, car je sais que vous êtes directement concerné dans votre circonscription.

M. Paul Giacobbi. C'est la France qui est concernée !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. D'ailleurs, lorsque j'ai tout à l'heure rendu hommage à

toutes celles et à tous ceux qui sont concernés, cet hommage s'adressait aussi à vous, monsieur Cohen, même si, en posant votre question, vous vous êtes quelque peu éloigné de la réalité.

Je le répète, Airbus a été confronté à un problème industriel et technique qu'il lui a fallu régler - et il est en passe de le faire. Cela, il faut le dire, car à s'exprimer comme vous le faites, on ne sert pas cette très belle entreprise.

Louis Gallois, nommé à la tête de l'entreprise par le conseil d'administration d'EADS - nomination dont s'est félicité le Gouvernement -, a travaillé pendant plusieurs mois à un plan qui a été abondamment discuté avec l'ensemble des parties prenantes.

M. Maxime Gremetz. Allons !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Je tiens d'ailleurs, devant la représentation nationale, à rendre hommage aux organisations syndicales, en particulier françaises, qui y ont été largement associées.

M. Maxime Gremetz. Mais non ! Elles ne savent rien !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Ce plan doit maintenant être mis en oeuvre, monsieur Cohen, par le conseil d'administration et par personne d'autre. Ce conseil s'est réuni dimanche et il se réunira de nouveau dans les prochains jours. J'ai bon espoir qu'il accepte le plan proposé par Louis Gallois, car ce plan est équilibré, respectueux des salariés, des sites et des savoir-faire de l'entreprise.

Grâce à lui, Airbus pourra continuer d'être la très grande entreprise dont nous sommes, à juste titre, fiers !
(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

Données clés

Auteur : [M. Pierre Cohen](#)

Circonscription : Haute-Garonne (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3281

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 février 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 21 février 2007